

Peut-on construire la confiance à l'âge de la désinformation ?

Au commencement de mes propos, chers amis, je dois vous avouer mon admiration pour une qualité incontestable à la fois du Président de l'Institut des Droits de l'Homme de la Martinique et sans aucun doute, également de Monsieur le Bâtonnier Auteville : c'est son grand art de la persuasion.

Tout en me suggérant agréablement de m'accueillir au sein de sa très honorable association, il me proposa dans la foulée de m'inscrire illico presto dans le calendrier des conférences. Cependant, en grand seigneur, il m'a affirmé me laisser le choix du thème mais ne put cependant s'empêcher de m'en soumettre un, qui dans le contexte des débats sociétaux actuels dit-il, lui semblaient particulièrement pertinents.

Et voilà, la boucle était bouclée ! En un coup de fil, le président avait ficelé à la fois mon adhésion et fait le choix jusqu'à m'en souffler le titre de mon intervention.

Je crois chers amis, — mais vous le saviez déjà—que nous tenons là, à la fois, un président et un avocat pour le moins convaincu et convaincant dans la défense des Droits fondamentaux.

Et, parmi ceux-là, il en inscrit un : celui du Droit à l'information. Celui qui, au sens généralement défini dans les sociétés occidentales. Celui qui fait référence à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et libertés fondamentales particulièrement dans ses articles 9 et 10.

Avec le droit à l'information, nous sommes dans la partie des droits de l'homme dite de la seconde génération : celle des principes à valeur constitutionnelle que sont : les libertés de penser, d'opinion, de religion, de manifestation etc.

Le Droit à l'information est alors conçu comme : « *un droit universel, inviolable et inaltérable de l'homme moderne. Il s'agit d'un droit à la fois actif et passif : d'une part, la recherche de l'information, et, d'autre part, la possibilité pour tous de la recevoir* ».

Ainsi, En France, le juge constitutionnel est parvenu à faire du droit à l'information un principe essentiel : Il y consacre comme objectif à valeur constitutionnelle le pluralisme d'information générale et politique.

Du coup, il consacre également un droit du public à recevoir une information diversifiée et d'opinions plurielles. Cela dans le but de s'assurer que ce public soit le destinataire essentiel de la liberté telle que l'imaginait l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Pour aller vite, le droit à l'information recouvre donc deux droits indissociables : celui d'informer (de produire des informations), et celui d'être informé (de recevoir et disposer de ces informations).

A cela s'ajoute la définition, mais je préfère dire une des définitions de la : Liberté de l'information. La plus répandue d'entre elles toujours dans les sociétés prônant la démocratie, se rapproche de celle formulée en France, à savoir :

« La liberté d'opinion et la liberté d'information sont garanties. Toute personne a le droit de former, d'exprimer et de répandre librement son opinion. Toute personne a le droit de recevoir librement des informations, de se les procurer aux sources généralement accessibles et de les diffuser. »

A noter qu'il existe également un Droit non plus à l'information mais de l'information sous une forme plus juridique de protection tant des auteurs que des personnes concernées par l'information divulguée. Un Droit de l'information sur lequel nous n'allons particulièrement nous étendre dans mon propos.

A ce stade, on constate comment, les mots qui entourent la notion d'information et corollairement l'acte d'informer mais aussi de recevoir une information sont encerclés voire même emprisonnés par des termes clés que sont : droit-liberté-universalité.

Par contre, il y a un concept auquel il n'est pas fait explicitement référence et qui pourtant est l'un des marqueurs supposés aussi clés de l'information : c'est celui de la Vérité.

Je précise explicitement parce que, cette recherche de la vérité est implicitement induite dans toutes les définitions reconnaissant qu'une information est prête à diffusion et donc à être reçue par le plus grand nombre.

Il serait en effet inconcevable d'acter qu'un droit à l'information puisse consacrer la possibilité de rechercher de fausses nouvelles donc qui ne seraient pas des productions d'informations au sens entendues dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et qui plus est, de les partager au plus grand nombre.

Alors, pour réduire cette difficulté, d'ailleurs autant philosophique que juridique, à définir le concept de la Vérité, deux représentations dans l'histoire de la presse moderne se sont imposés : d'une part, celle de la vérité des faits et d'autre part, celle de la notion de confiance.

Et là, le thème que m'a amicalement imposé le président, prend sens : Comment construire la confiance à l'heure de la désinformation ? Explicitement cela revient à dire que l'information par définition, engendre la confiance ?

Cela revient aussi à se questionner sur le fait que moins la garantie d'informer de la vérité au plus grand nombre est assurée, plus la méfiance s'installerait ?

Et en prolongation on peut encore s'interroger sur le lien entre pouvoir de désinformation et déconstruction du système démocratique grandement assis sur la confiance des citoyens ?

Pour cela, revenons sur le concept de Vérité.

A ce stade, je suis quelque peu contraint de traverser la jungle conceptuelle de mes lointaines études de philosophie en essayant de veiller à ce que ni vous, ni moi, nous nous égarions.

Comme nous l'avons dévoilé précédemment, une information (pour être reconnue comme telle) se doit au minimum, implicitement d'être présentée comme vraie. Cette vérité équivalent en la matière au terme juste. Reste qu'on peut se demander : mais qui décide de cette justesse ? Celui qui l'émet ou celui qui la reçoit ? L'idéal serait que ce ne soit ni l'un, ni l'autre. Mais les deux !

Parce que, pour que ce qui est dit ou écrit se transforme en information, il faut que celui qui dit et celui qui écoute, celui qui écrit et celui qui lit, se persuadent mutuellement de dire et de recevoir la vérité. Et pour tous les deux, l'émetteur et le récepteur, le processus est excessivement rassurant. Et ainsi entre eux, s'installe la relation de Confiance.

Le philosophe Nietzsche se posait la question de savoir : pourquoi les Hommes condamnent le mensonge ? C'est parce que dit-il (je résume ici sa pensée) les hommes fuient davantage le préjudice social du mensonge que le mensonge lui-même.

Dans l'histoire de la philosophie, la vérité est le concept majeur de la connaissance objective du savoir.

Qu'elle soit révélée de manière abstraite, immuable ou éternelle chez Platon, ou qu'elle fasse la part prépondérante à la Raison au siècle des Lumières, ou dans la certitude de la rationalité de la Science et du Savoir avec Descartes et plus tard au XIX e siècle, la vérité se veut toujours associée au juste.

Il ne saurait y avoir en tout cas dans l'histoire de la philosophie classique, de conflit entre ce qui est vrai et ce qui est juste (le Juste pouvant s'énoncer sous diverses interprétations : le Bien, le Beau chez les Grecs, la morale chez Kant, le Bon chez Rousseau par exemple).

La philosophie révèle aussi que la recherche de vérité et la volonté de vérité sont des forces très puissantes. Cette recherche se veut dès la Grèce antique d'essence démocratique car pour la majorité de leurs philosophes les vérités doivent valoir pour tout le monde en tous lieux et donc prétendent à l'universalité.

Très bien, me direz-vous. Mais que viennent chercher les médias dans tout cela ?

L'histoire de la presse occidentale s'est construite sur ces strates philosophiques de recherche du dire vrai contre le dire faux.

L'âge d'or de la presse française après la 2ème guerre mondiale s'est institutionnalisée autour de la notion de : vérité révélée et qui pour elle, constituait un des pivots de la démocratie. Rien ne se devait de rester caché. La vérité devenait le combat quotidien.

Au sortir de la guerre, dans un monde se voulant à nouveau gouverné par la raison, la vérité était présentée comme un objectif atteignable et fondamentale pour garantir les principes du monde libre. Et à la suite des philosophes, cette liberté pour la presse, consistait à se raccrocher aux lois et aux savoirs édictés par la raison.

La presse et les informations révélées étaient ainsi marquées du sceau de la neutralité et de l'objectivité et donc les médias et les citoyens s'engageaient mutuellement dans une relation de confiance sur un temps se voulant conséquent.

Et c'est ainsi que la presse va devenir au fil des années, un des symboles les plus forts de la démocratie. Une espèce de mètre étalon servant à mesurer l'état des libertés au sein des sociétés. Presse libre = Etat démocratique. Presse contrôlée = Etat totalitaire ou autocratique.

Informé et recevoir de l'information ne se conçoit alors, que dans la dissociation du vrai et du faux. A partir de ces principes, pour le sociologue Rémy Rieffel que je cite : « *le journaliste est conçu comme une sorte de réflecteur de la réalité qui reproduit l'actualité et les événements*¹. » En somme, il suffit de renvoyer au lecteur l'image reflétée du réel. Le média n'étant que le miroir de cette réalité.

¹ Rémy Rieffel : « L'élite des journalistes » cité par Roselyne Koran : « les enjeux éthiques de l'écriture de presse. »

Tout cela, conduit à croire qu'il est possible de dissocier l'information de la vie sociale et de ses liens avec l'action. C'est comme si il y aurait des vérités qui attendraient tranquillement que, sans influence, le journaliste frappe à leurs portes pour se refléter dans ses mots totalement objectifs et transparents.

Pendant longtemps, les médias et par mimétisme les journalistes se sont érigée en miroir contemplatif de la vérité révélée. Ils se sont vus les invités privilégiés au Banquet de la République de Platon.

Dans les dernières années du XX e siècle, les études en sciences de l'Information et de la de la Communication ont été impitoyables sur le « rêve » d'un dévoilement immuable et sans concession de la vérité. Ce rêve était constitué du fait qu'il s'était construit sur la confiance en la vérité promise de l'information.

Dans son livre intitulé : « *Les « Enjeux éthiques de l'écriture de presse »* », la linguiste Roselyne Koren, constate : « *la toute-puissance de l'objectivité, garante de la rationalité et donc une méfiance dévalorisante de la subjectivité considérée comme la source par excellence de la confusion, de l'approximation et de la croyance². »*

En clair, la moindre trace de subjectivité dans une information, viendrait ternir l'apparition d'une possible vérité révélée, la quête d'une transparence immuable au sens presque religieux du terme.

² Roselyne Koren : « Les enjeux éthiques de l'écriture de presse » L'harmattan 1996

Dès le début des années 1990, Dominique Wolton, un des sociologues de la communication les plus influents du XXe siècle, mettait en garde sur l'urgence à sortir de la confusion entre l'interrogation philosophique conceptuelle et atemporelle sur la vérité avec celle totalement urgente et éphémère de la vérité d'une information.

Il considère que si la Presse porte en elle, une valeur démocratique ce serait par ce qu'elle porte en elle, ce que lui, il désigne comme : une « *possible vérité*. »

Une possible vérité, que le sociologue situerait : « *entre l'imprévisibilité, l'incohérence des événements et l'histoire d'une part, et d'autre part, les défauts, lacunes, erreurs, mensonges des discours des journalistes et des acteurs. Entre les deux, il est tout de même possible de dire quelque chose d'utile à tous et à chacun*³. »

Et toujours pour parer à cette prétention de vérité dans l'histoire de la presse, les travaux du linguiste Emile Benveniste démontraient déjà largement : « *qu'il n'y a pas de relation naturelle, immédiate et directe entre l'homme et le monde ni entre l'homme et l'homme*⁴. »

En clair, un événement transformé en information n'est pas de l'évènementiel à l'état pur, mais du discours. Et ce discours est un mode de médiation symbolique et non pas spéculaire sous une prétendue forme objective.

³ Cité par Roselyne Koren : « les enjeux éthiques de l'écriture de presse. »

⁴ Emile Benveniste : « Problèmes de linguistique générale. »

Pourtant, aujourd'hui encore, la thèse du langage purement informationnel se positionne toujours parmi les murs porteurs de la déontologie journalistique. Elle s'appuie toujours sur l'illusion que l'objectivité garantirait seule la vérité des dires.

Et en ce sens, Roselyne Koren dans son livre s'interroge sur la légitimité du mythe de l'écriture miroir ou filmique. Je la cite :
« *Si la communication entre le lecteur et le journaliste suivait les voies d'une objectivité qui garantirait seule la vérité, la crédibilité et l'équité des dires alors, il suffirait d'un journal unique. Le pluralisme n'aurait plus de raison d'être.* »

En clair, il serait bien illusoire de penser qu'il serait possible à travers le langage ou/et l'écriture de transcrire la réalité objective dans une espèce d'aller-retour transparent, fluide ou immanent entre le journaliste et le réel.

La réalité ne s'écrit pas, pas plus qu'elle s'enregistre ni davantage qu'elle ne se filme. Il n'y a pas de langue pure de la réalité qui légitimerait l'objectivité innocente du locuteur.

Alors, nous voyons bien que la problématique de la « vérité journalistique » peut difficilement s'exercer à travers l'idéal d'une objectivité en soi. Une objectivité qui serait désincarnée, inhérente à la fonction de journaliste et donc détachée de l'individu journaliste lui-même.

Tout cela, conduit la presse dans une impasse dans laquelle la plupart des médias généralistes demeurent coincés. Ils se fracassent la tête contre le mur de leur propre histoire. Celle cimentée à partir de principes et théories tautologiques et notamment celle de la religion des faits. Celle qui doit habiter dit-on, tout journaliste digne de foi. (Nous y reviendrons.)

Alors, dans ce contexte, avouons-le, pour le moins pessimiste, (alors que nous n'avons pas encore abordé de front la question de la désinformation) nous avons déjà bien du mal avec la valeur Information à piocher de quoi nous mettre totalement en confiance.

Faut-il pour autant, nous en remettre à la célèbre tirade de Coluche qui disait : « *Il y a une seule chose de vraie dans le journal, c'est la date !* »

Il ne fait aucun doute que la perte de confiance des citoyens envers les médias traditionnels ne correspond pas seulement (contrairement à ce qui est généralement exprimée) à l'explosion d'Internet et de la communication numérique. Il y a déjà assez longtemps que cette tendance se renforce. Que le citoyen ne croit pas vaille que vaille qu'une chose est vraie parce qu'il l'a entendue à la télé ou lu dans le journal.

La parole de presse n'est plus une parole sacrée. Elle est même aujourd'hui quasiment muselée par le tintamarre de la communication alternative).

Les raisons de cet effondrement de la confiance envers les médias généralistes sont bien entendu multiples et il serait prétentieux de vouloir les lister.

Par contre, il me paraît quelque peu démagogique de noyer cette réalité uniquement dans des considérations économiques ou techniques.

Il est certain que : la concurrence, la baisse des revenus publicitaires, le pouvoir d'achat, les parts de marchés, la numérisation, les coûts d'impression ou de diffusion etc. Bref, tout ces facteurs sont évidemment réels et pèsent lourdement dans l'effritement de l'audience et donc de la confiance envers les grands médias.

Mais, il est peu fait allusion à une dimension (parce que pas très flatteur pour les journalistes) mais non moins essentielle : celle de l'éditorial. Parce qu'il serait quelque peu malhonnête de ne pas considérer que la perte de confiance envers les médias de masse concerne aussi leurs contenus. Pour cela, je ne retiendrai que 3 éléments à mon avis importants.

1-La fausse promesse d'objectivité

Quelle soit posée par des collégiens, une association de retraités ou devant un parterre d'intellectuels, l'une des questions qui flatte au plus profond l'égo d'un journaliste est la suivante : Comment définiriez-vous votre métier ? Alors là, même inconsciemment, la tête de tout journaliste enfle comme un giraumon.

Il se qualifie généralement à la fois comme un historien de l'instant, un rapporteur de faits, un témoin de l'histoire, un éducateur du peuple, un pédagogue de multiples matières, un porte-parole de l'opinion, philosophe de l'actualité... Bref, il exerce le métier ou plutôt les métiers, non seulement les plus nobles, mais tout simplement essentiels à la bonne marche de la société. A croire que sans les journalistes, cette société ne tournerait pas rond.

Et là, j'en envie de dire, mais quelle charge !

Mais au fait, ont-ils tort de se définir de la sorte ? Puisque, si a contrario, si vous renvoyez la question aux mêmes publics que nous avons évoqué : Comment définiriez-vous un journaliste ? Les réponses seraient quasiment identiques.

Et donc, finalement, le tableau est parfait. Tant du côté du journaliste que de son public, sa mission semble claire : écrire, raconter, filmer l'éphémère. Ce qui est là, instantané et ne le sera plus demain : l'actualité. Nous vous faisons confiance pour cela.

Alors, comment cette confiance mutuelle a-t-elle pu dérapier ?

Comme nous le disions précédemment, le journaliste traditionnel, se présente et on peut même dire, s'efforce à être un témoin objectif et impartial.

Dans la perception de son rôle, à partir des idéaux que nous avons défini et unanimement appréciés, le journaliste vit sa fonction de manière la plus rassurante que possible à la fois pour lui et pour son public.

Il se conçoit face aux événements comme un ordonnateur qui décide de leur intérêt, comme un pédagogue qui explique simplement ce qui de toute façon, au départ est complexe ou comme le médiateur qui pose les oppositions en toute neutralité.

De toutes ses fonctions, il s'en interdit et s'en autocensure une : la fonction de commentateur.

Il se positionne dans cette posture du rêve ou du mythe de l'objectivité qui lui garantit la solidité du socle de son discours vrai et crédible. Alors que, contrairement, la subjectivité du commentaire, porterait en son sein, le spectre de la suspicion et de l'aléatoire.

C'est pour cela que s'est développé dans la presse traditionnelle, une stratification de lecture présente encore aujourd'hui. Une grille claire et précise : celle du fait rapporté par les journalistes professionnels dans des articles et celle du commentaire réservé aux supposés engagés (intellectuels, élus, artistes etc.)

La séparation se matérialise à travers des espaces dédiés dans pages intitulées : Débats, Opinions, Idées, Points de vue, décryptage, etc.

Les intitulés même de ces espaces réservées aux commentaires sont significatifs de la volonté de cloisonner deux types d'énoncés : le fait objectif et le commentaire subjectif. Le premier consacre le vrai légitimé et le second ouvre la voie à sa transgression et donc à la partialité.

Ensemencé sur cette dichotomie, les médias généralistes, sans pour autant totalement abandonné cette obsession naïve d'être les gardiens de l'objectivité rationnelle et raisonnable, sont quand même aujourd'hui, contraints à trouver des passerelles entre le camp du désir de neutralité et d'impartialité et celui de la relativité et de la pluralité.

Ainsi, nous assistons depuis ces dernières décennies, à un glissement de ces médias non plus guidée par une quête de la vérité mais des vérités.

Lors d'une interview, Thierry Desjardins, grand reporter au Figaro, disait que : « *pour être journaliste, il faut, je crois, avoir en soi cette déformation qui vous pousse à observer tout en refusant l'engagement mais avec le désir fou de décrire, de raconter et d'expliquer.* »

Il admettait donc qu'un journaliste devait être doué du pouvoir de se freiner de toute envie d'engagement en refoulant les désirs qui sont l'essence même de son métier.

Ce n'est ni plus ni moins, à mon avis, que la validation d'une disposition schizophrénique chez les journalistes.

Et c'est sans doute, pour éviter que les salles de rédaction se transforment en asile de fous que les lignes éditoriales des médias jusque-là, simple miroir des faits ont évolué vers un système de communication des faits dans leur pluralité et leur complexité.

Et ici, je souscris à la formule du journaliste Jean-Marie Cavada qui disait : « *l'objectivité de l'écriture de presse est la somme équilibrée des subjectivités* ».

2-Le fanatisme des faits

La deuxième distorsion que je retiens dans les médias est ce que j'appelle : le fanatisme des faits.

Une des qualités généralement exigées des journalistes est la faculté à se dissimuler derrière les faits. Pas une ombre ne doit venir ternir la transparence de ces faits. L'énonciateur doit se monter absent de son propre texte. Seuls les faits ont droit à la parole, le journaliste en est le porte-voix.

Comme vous le savez sans doute, la construction d'un fait en information se cimente autour de la fameuse règle des « 4W » inventée par la presse anglo-saxonne : When ? Where ? Who ? Why ? : Où ? Quand ? Qui ? Pourquoi ? Toute publication d'un fait passé par le scanner de cette règle de base sera alors jugée digne de devenir une information.

Et, comme le rappelle si bien l'expression : « les faits sont têtus », la presse vénère cette règle comme un rescapé s'accroche à sa bouée. Ils sont pour elle, les garanties d'une assurance tout risque contre l'aventure des accidents et le plus grave d'entre eux : la publication d'une fausse information.

Parfait. On ne peut reprocher à quiconque de souscrire une bonne assurance en gage de sécurisation de ses biens. Sauf que, la peur du sinistre est telle qu'elle a annihilé toute volonté de prolonger la construction d'une information par un étage supérieur consacré à l'analyse des faits, à leurs interprétations et n'en parlons pas, à leur commentaires.

Pour rester dans la sphère des accidents et de l'assurance, il y a d'ailleurs un terme tiré du vocabulaire des enquêteurs policiers ou gendarmes et qui fait flores dans les rédactions :

Ce terme c'est : « Pour des raisons qui restent encore à déterminer... » Sous-entendu, pour le journaliste, ce n'est plus notre affaire, à la justice ou à d'autres à faire leur travail. Nous, la presse, et on prévient le lecteur de ne pas trop s'emballer, on attend le communiqué de l'autorité compétente qui, soyons en sûr, ne manquera pas de nous dévoiler les résultats de l'enquête et que fidèlement, chers lecteurs, nous vous promettons de retranscrire.

Du coup, les informations dans les médias traditionnels s'enfilent les unes après les autres dans un long collier de faits le plus souvent identiques aux mots près.

(Par exemple, faites l'expérience d'écouter simultanément les deux journaux radios de 13h de RCI et de Mque 1Ere ou les deux JT du soir de ATV et La 1ere. Sur 10 informations développées, 6 seront identiques avec les mêmes angles d'approche ou les mêmes interlocuteurs en interview.)

Dans leur ouvrage intitulé : « *La fabrication de l'information* », la journaliste Florence Aubenas et le philosophe Miguel Benasayag font le constat que : « *les faits dressés au-delà de toute polémiques comme de rigoureuses petites vigies dans leur alignement de dates, de noms, sont garantes du sérieux et du concret de l'information. Il n'y a pas à le nier. Les faits existent et les relater les plus correctement possible est plus qu'un impératif. Mais dans une sorte de distorsion, la méthode de travail s'est fait mode de pensée. Il faut des faits partout tout le temps pour invoquer le réel plus qu'en témoigner et donner ce goût de véritable à l'univers des informations. Le glissement s'est si bien opéré qu'une problématique peut aujourd'hui difficilement apparaître dans les informations sans avoir été au préalable transformé en faits.*⁵ »

⁵ Florence Aubenas, Miguel Benasayag : « La fabrication de l'information » Ed La découverte

De plus, j'ajouterais que cette vision linéaire et uniforme de l'information est confortée par un précepte difficilement mesurable mais tenace au sein des rédactions. Un poncif presque religieux : Le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur « n'aime pas qu'on bouscule ses habitudes. » Il serait méfiant à tout changement touchant à son confort de récepteur.

Quels sont en réalité, ces éléments de confort à ne pas trop bousculer ? Ce ne sont ni plus moins que ses propres certitudes. Le récepteur a grandement le besoin que le média vienne renforcer ses convictions. Qu'il soit la copie plus ou moins conforme de sa propre représentation du réel. Que le média ne soit surtout pas en opposition à ses vérités.

Le journaliste Michel Droit, justifiait son engagement politique en répondant à ses détracteurs : « *Mais qui peut juger objectivement de l'objectivité de celui qui ne pense pas comme lui ?* »

Par exemple, le lecteur du Figaro, n'est pas celui de l'Humanité. Rare sont ceux qui achètent les deux pour se faire leur opinion.

De même, il n'est pas du tout anodin de voir comment des lecteurs peuvent s'approprier un journal en le faisant véritablement le leur et le désignant même par des pronoms possessifs : « Mon France-Antilles, Ma radio etc. » Et ce n'est pas un hasard si le slogan publicitaire de la chaîne de télé privée est : « ATV, c'est Ma télé ! ».

La presse adore être choyée et possédée. Mais en retour, à la moindre incartade, ce qu'elle craint par-dessus tout, c'est perdre ses amants.

Alors, choquer son public au sens où la presse serait amenée à infirmer la pensée majoritaire de son auditoire, ne fait guère partie de la panoplie du journaliste en général.

Pourtant, il ne faut pas trouver là, une quelconque lâcheté de leur part à affronter les combats qu'il côtoient au quotidien. Le journaliste s'il se sent de moins en moins à son aise dans l'incarnation d'un angélisme d'objectivité et de neutralité, il est cependant, tout autant embarrassé à porter le treillis du combattant tout azimut.

Dominique Wolton note avec justesse que : *« la défense âpre du compte rendu objectif au ras des faits et des événements, peut être considérée comme le refus d'en savoir davantage : on laisse à d'autres, moins frileux, moins soucieux du calme et de la stabilité, le soin d'explorer les arrière-mondes confus, complexes, inquiétants ou énigmatiques. Il ne saurait être question de considérer le journaliste comme le principal responsable de cet état de fait. Tant sa liberté est compromise par les conventions, les idéologies, les points de repères, les habitudes de son lectorat. »*

De là à penser que les auditoires auraient les médias qu'ils méritent, je vous laisse juge.

3 - La phobie du doute

Le troisième élément que je relève concernant la méfiance citoyenne envers la presse est ce que j'appelle chez le journaliste : la phobie du doute.

Tout au long de ma carrière que ce soit dans une discussion avec le grand public ou dans un cercle plus restreint de la famille ou d'amis, il m'était régulièrement renvoyé à la face : « *Ou sav sa ka pasé mé ou pa ka di nou ! Oubyen, ou pa pé di nou ayen !* »

La connaissance de tout sur tout fait partie intégrante de la panoplie des habits dont se pare les journalistes. Et leur public les décrit et les considère comme tel : celui qui sait absolument tout sur tout.

Si par malheur, dans une discussion, vous restez interloqué suite à une nouvelle que vous apprend votre interlocuteur, il ne manquera pas de me dire tout de go : « *Mé ou journalis ou té pou sav sa !* » ou alors « *Pa vini di mwen ou pa sav !* »

De même si un journaliste se retrouve face à un public (reprenons les mêmes) et qu'il doit répondre à une question ou une problématique et que pour toute réponse, il affirme : « *Je suis désolé, mais je ne connais pas du tout ce sujet...* » Pire, s'il avoue : « *C'est un sujet complexe, je ne le comprends pas trop bien et je manque d'éléments...* » Là, c'est la catastrophe ! Votre estime envers votre public atteint d'un coup, le niveau zéro ! Un vrai nul !

Tout cela tient au fait que la presse a construit une grande part de sa légitimité sur la promesse d'un monde rationnel et donc toujours explicable par les fins limiers que seraient les journalistes.

Rien ne peut et ne doit leur échapper. Avec eux, tout se doit d'être carré, net, précis et bien entendu, vrai !

Dans leur étude, Florence Aubenas et Miguel Benasayag affirment que le journaliste(et j'ajouterais son public) « *succombe volontiers à cette inclinaison pour un monde in vitro, immobile, livré à la dissection.* »

Pourtant, Il ne manque pas de grands exemples qui au fil du temps ont mis à mal les certitudes de la presse. Le charnier de Timisaora en Roumanie, la chute du mur de Berlin ou la guerre du Golfe restent parmi les plus explicites.

Mais, les médias et les journalistes sont coriaces. Encerclés par le développement d'une méfiance nébuleuse, d'un désenchantement voire d'un doute universel sur leur travail, les médias ne sont tout de même pas prêts à emprunter allègrement la voie de l'Incertitude.

Alors, à l'impossibilité de plus en plus grande de s'arc-bouter sur le principe de l'objectivité fondamentale, les médias vont glisser vers ce que la linguiste Roselyne Koren désigne par le concept de : « *l'effet d'objectivité* » et que plus prosaïquement, le professeur et journaliste Jean-François Tétu appelle le : « *vouloir-faire-vrai.*⁶ »

Dans le discours journalistique, cela va se traduire par l'apport de plus en plus d'ingrédients qui vont venir donner du goût à la vérité :

Ce sont par exemple : le recours à des sondages sur tous les sujets, à l'utilisation de la caméra cachée, à l'appui d'experts, à l'emploi de tonnes de citations, à la recherche de témoins à tout prix, la reconstitution des faits, l'appui des archives...

Bref, une panoplie d'éléments qui participe à une mise en scène de l'information et que pudiquement, les journalistes reconnaissent comme des petits accommodements avec le réel.

⁶ Jean-François Tétu, Maurice Mouillaud : « Le Journal du Quotidien » Presse Universitaire de Lyon

En clair, médias et journalistes reconnaissent que : Si la presse n'est peut-être pas dans la totale vérité, au moins, on est plus proche de cette vérité que dans le faux !

Et ici, se rejoignent on a envie de croire involontairement, la construction des discours journalistiques et politiques dans leur volonté de donner sens à leur vérité. Cette volonté, c'est celle que la linguiste Catherine Kerbrat analyse comme le fait de : « *donner au réel par usurpation des allures objectives.* »

Tout ce cheminement que nous venons emprunter, permet peut-être, de mieux cerner les artéfacts de la notion de désinformation, qui s'il se sont amplifiés depuis la naissance d'Internet et ses relais de communication ne conduit pas à en faire la seule cause stricto sensu.

L'opinion comme volonté de puissance

Le passage du monde de l'information à celui de la communication qui bouleversé la fin du XX e siècle, s'est construit comme c'est souvent le cas, à partir d'inventions techniques et de développement technologique, mettant en exergue les grands principes se voulant universels, de progrès et de liberté. Internet et les outils de communications qu'il a généré ont largement été développés autour de ces ambitions.

Plus particulièrement dans le domaine de l'information, les objectifs étaient louables et même vantés par leurs promoteurs comme les vecteurs de la transparence absolue. Notamment, celle de permettre à tous ceux qui en ont le désir, de pouvoir enfin accéder aux informations que les puissants de ce monde et parmi eux les médias à leurs ordres, tentaient de nous dissimuler.

Aujourd'hui, quarante ans après ses promesses, la nouvelle construction de la confiance citoyenne avec ses élites laisse plus que perplexes.

Des interrogations qui ont même conduit en 2018, à l'organisation d'un sommet international à Lisbonne sur le thème de la : « *désillusion numérique.* »

Cette introspection à grande échelle de Lisbonne, me semble remarquable parce qu'elle était réalisée par les acteurs mêmes de la construction techniques ayant permis l'émergence de ces puissants médias de communication de masse. (je parle bien ici des concepteurs, des ingénieurs, pas des firmes détentrices et opérateurs de ces réseaux).

A cette conférence donc, Tim Berners-Lee, le physicien britannique, qui est en quelque part, considéré comme l'inventeur du web, constate amèrement que : « *Malgré tout le bien que nous avons accompli, le web est devenu une machine à créer des inégalités et des divisions, influencée par des forces puissantes qui l'utilisent pour leurs propres fins.* »

Ces dernières années, la campagne sur le Brexit au Royaume-Uni ou la présidentielle américaine de 2016 avec l'élection de Donald Trump, ont mis en lumière pour le grand public, l'importance centrale des réseaux sociaux et la puissance de ce qu'on appelle désormais les fake news ou en français, les infox pour résumer le transport des informations fallacieuses.

Volontairement, je ne vais pas m'étendre sur les exemples de dérapages et les conséquences engendrées par ce que l'on pourrait appeler le pouvoir du nouveau marché des idées douteuses.

Restons davantage attachés à notre recherche de passerelle entre Information et/ou Désinformation-Vérité et/ou Confiance.

Nous avons analysé précédemment comment en se figeant sur des principes dont ils se faisaient gardiens de leur stérilité (au sens médical du terme) les médias traditionnels ont vu au fil du temps, se déliter la confiance d'une bonne partie de leur auditoire.

Une perte de confiance que l'on a cru pouvoir stoppé en vantant à tout crin, sous les habits de la modernité du numérique, l'ouverture de tous à la vérité du monde.

La désillusion s'opère par le fait que ce processus est remis en cause ou à minima, concurrencé par une nouvelle offre (que peut-être on n'a pas vu venir) celle : de la construction individuelle de vérités.

Une nouvelle vérité nommée aujourd'hui, « *Post-vérité* », qui serait la fortification d'une confiance d'abord en soi et de soi donc, non plus par celle des Pouvoirs et leurs relais que sont notamment élus ou journalistes.

Et, autre pouvoir individuel et pas des moindres, celui de pouvoir partager « Mon information à moi » avec tous ceux qui développe la même confiance en « Ma vérité ». Et ainsi, on se partage en communauté, le principe que comme le dit l'adage : « *quand on sait ce qu'on sait, on se dit qu'on a raison de croire ce qu'on croit.* »

Nous sommes donc passés de l'ère de la lecture pour tous, à celle de la lecture pour chacun ! Donc, paradoxalement, de celle du plus grand nombre à la stratégie d'une quasi individualisation de l'information.

On ne diffuse plus une masse d'information à trier par le lecteur mais on cible ! On recherche à tout prix, celle qui fera mouche !

Et à ce jeu-là, les médias traditionnels sont battus d'avance par rapport à la puissance de diffusion d'internet.

Comme le note le chercheur Dominique Boullier : « *l'emprise numérique sur cet espace public est devenu totalement encombré par la propagation accélérée d'information non désirées.* »⁷

⁷ Dominique Boullier « Comment sortir de l'emprise des réseaux sociaux » Ed Le Passeur

Mitchell Baker, la présidente de la fondation Mozilla (il s'agit d'une organisation internationale à but non lucratif qui contribue à s'assurer qu'internet demeure une ressource publique ouverte et accessible à tous) reconnaissait, lors d'une interview à l'AFP que : « *Aujourd'hui tout le monde a une voix, (...) mais, malheureusement, ce sont les voix les plus bruyantes et souvent les plus violentes qui sont amplifiées parce que les choses les plus négatives, les plus effrayantes attirent notre attention. »*

Et c'est cet échec planétaire entre l'ambition et la réalité qui conduit le Professeur Dominique Boullier, à employer en rapprochement avec l'échec d'un consensus environnemental pour la planète, le très beau terme de : « *réchauffement médiatique. »*

Il considère que, dans la même veine que pour le combat contre le changement climatique, les médias se lancent à corps perdu et sans trop d'illusion, dans la traque aux infox et leur arme de persuasion massive.

Dans les médias et dans la sphère politique, la chasse aux fausses informations et aux thèses du complot, est devenu un combat face au risque de submersion.

La puissance de feu de la propagande numérique de fausses informations est telle qu'elle noie jour après jour, la confiance en l'information en général quelque qu'en soit l'émetteur.

Le citoyen devenu journaliste, la communauté des sceptiques et des indignés tendent à remplacer le respect de toute source dite officielle ou l'acceptation des médias classiques.

Du coup, pour ne pas se laisser broyer, les médias classiques ont pour beaucoup, avaler leur égo d'unique pourvoyeur d'information pour s'intégrer dans la sphère plurielle de la Communication.

Et fort justement, la journaliste Florence Aubenas nous invite à comprendre que : « *le monde de la communication est devenu trop complexe pour n'impliquer qu'une catégorie socioprofessionnelle (en l'occurrence ici, les journalistes).* »

Et pour quitter leur monde jusque-là garantie fiable du réel et désormais, apprendre à vivre dans celui de la représentation et de l'apparence, les médias vont transformer leur ancien rôle de gardien des faits et de leur véracité en garants de leur transparence.

Une nuance bizarrement adoptée quasiment dans la même posture par le monde politique miné également par la panne de confiance citoyenne et surtout, par la mise en lumière de quelques mensonges d'état et autres affaires.

Ainsi, aujourd'hui, il est bon de parler d'élections transparentes, de financement électoral en toute transparence, d'entreprises aux comptes transparents, de décisions dont la transparence n'est pas remise en cause...

La notion de transparence est devenu l'unanimité.

Et là, qui se positionne pour se faire le gendarme de cette norme ? Une norme que le monde non plus seulement de l'information, mais de la communication dans son ensemble, garanti comme représentative de la démocratie et de la justice : Hé ! Bien, là encore, ce sont les journalistes !

Donc, dans cette nouvelle sphère globalisante de l'information-communication, les médias classiques, vont venir s'ériger en première ligne de la guerre à la désinformation.

Le problème, c'est que dans cette bataille, comme l'écrit le Dominique Boullier : « *Les fake news sont moins un problème de véracité que de viralité incontrôlée.* »

Et, un peu comme la « chasse aux Gaspi », il y a quelques années, les salles de rédaction ont créé leur quartier réservé à la chasse aux infox.

Une traque, en France du moins, plus qu'encouragée par le gouvernement. Ainsi, en janvier 2022, un rapport commandé par la présidence de la République sur le phénomène, soulignait les dangers que peuvent représenter : « *les désordres informationnels à l'ère du numérique susceptibles de faire disparaître l'espace commun nécessaires à la confrontation des opinions, des idées et des valeurs, autrement dit, à la vie démocratique.* »

Aussi, dans le paysage médiatique français (ce n'est pas encore le cas chez nous), des journalistes sont exclusivement attachés à débusquer les infox.

Celles d'une part, susceptibles de polluer leurs propres informations et d'autre part, celles émises sur des réseaux non pas directement concurrents puisque pas officiellement répertoriés comme réseaux d'informations, mais tellement puissants qu'ils le deviennent de fait.

Par exemple, l'AFP a créé avant les dernières élections, une opération qui s'est appelée : « *la Coalition Désintox* ». Elle regroupait pas moins de 21 médias généralistes : « *déterminés à lutter ensemble contre la désinformation lors de l'élection présidentielle et des législatives 2022.* »

Il y a quelques mois, le réseau France-Télévision a consacré une semaine entière de mobilisation à une opération intitulée « *Vrai ou Fake.* » Le média public est un des plus performants en matière d'émissions consacrées à cette traque. « *Arrêt sur images* », pionnière et remarquable en la matière, en est une illustration.

Faute de temps, je n'aborderai pas ici, les questions qui logiquement devrait suivre ma déjà trop longue intervention : Mais à qui profite la crise de confiance envers les institutions et les médias accusés de les soutenir ?

La liberté d'expression est-elle la garantie d'une valeur démocratique ? Faut-il accorder à cette liberté une valeur universelle ?

Par exemple, il est évident que la liberté d'expression n'est pas entendue ni même établie sur les mêmes codes en France et aux Etats-Unis, deux pays pourtant considérés comme des chantres de la démocratie.

Selon quel prisme doit-on considérer cette liberté comme une valeur élitiste ou populaire, de droite ou de gauche ?

Il y a vraiment là, président, source à encore plusieurs conférences et à lancer des invitations à des conférenciers plus compétents que moi en la matière. (Notez juste que je prends ici, ma revanche en suggérant cette fois, au président, ces potentiels prochains sujets.)

Je clôturerais mon intervention par la brève évocation de mon expérience d'une quarantaine d'années dans l'exercice de la profession de journaliste.

D'abord, loin de moi l'idée de penser que la Presse n'a aucun rôle dans une société et que les journalistes ne sont que des pions.

Par contre, j'ai acquis la certitude et je l'exprime ici, de manière volontairement distanciée, que toutes ces auréoles de neutralité, de transparence, de respect, de compétence, d'enquête, d'investigation, de liberté...qui sont des qualificatifs issus d'un historique béatifié de la presse occidentale me semble quelque peu usurpée ou pour le moins, peu probants dans notre réalité d'aujourd'hui.

Et les anges gardiens de la démocratie et du contre-pouvoir que nous, journalistes, nous nous persuadons d'être et que nous donnons allégrement au public, et bien, elle nous revient de plus en plus en pleine tête comme un boomerang, comme le reproche de notre incapacité à faire changer quoi que ce soit...

Alors, si cette peinture du vécu social et politique de notre métier peut paraître grossière. Elle a pour intérêt de montrer comment on peut être en décalage avec une image, un principe, une théorie, une déontologie et la...réalité.

C'est ce décalage qui m'a interpellé au fil des années : Qu'est-ce que le lecteur attend de moi ? Que je sois son justicier ? Son porte-parole ? Son tuteur ? Son objecteur de conscience ? Son voyeur ? Son pédagogue ? La voix de son maître... Voire, tout cela à la fois.

Et là, face à ces questionnements, je crois que le journaliste d'aujourd'hui et plus particulièrement en Martinique, en toute conscience et confiance avec son auditoire, gagnerait à se délester de quelques-unes de ses trop lourdes charges.

